

GUARANTY OF PRIVATE INVESTMENTS

Agreement Between the  
UNITED STATES OF AMERICA  
and MALI

Effected by Exchange of Notes  
Dated at Bamako June 4 and 9, 1964



# MALI

## Guaranty of Private Investments

*Agreement effected by exchange of notes  
Dated at Bamako June 4 and 9, 1964;  
Entered into force June 9, 1964.*

*The American Chargé d'Affaires ad interim to the Malian Minister of  
Foreign Affairs*

*Translation*

No. 95

BAMAKO, June 4, 1964

### INVESTMENT GUARANTY AGREEMENT

#### EXCELLENCY:

I have the honor to refer to conversations which have recently taken place between representatives of our two Governments relating to investments in Mali which further the development of the economic resources and productive capacities of Mali, and to guaranties of such investments by the Government of the United States of America. I also have the honor to confirm the following understandings reached as a result of those conversations:

1. The Government of the United States of America and the Government of Mali shall, upon the request of either Government, consult concerning investments in Mali which the Government of the United States of America may guaranty.
2. The Government of the United States of America shall not guaranty an investment in Mali unless the Government of Mali approves the activity to which the investment relates and recognizes that the Government of the United States of America may guaranty such investment.
3. If an investor transfers to the Government of the United States of America pursuant to an investment guaranty, (a) lawful currency, including credits thereof, of Mali, (b) any claims or rights which the investor has or may have arising from the business activities of the investor in Mali or from the events entitling the investor to payment under the investment guaranty, or (c) all or part of the interest of the investor in any property (real or personal, tangible or intangible) within Mali, the Government of Mali shall recognize such transfer as valid and effective.

4. Lawful currency of Mali, including credits thereof, which is acquired by the Government of the United States of America pursuant to a transfer of currency or from the sale of property transferred under an investment guaranty shall be accorded treatment by the Government of Mali with respect to exchange, repatriation or use thereof, not less favorable than that accorded to funds of nationals of the United States of America derived from activities similar to those in which the investor had been engaged, and such currency may in any event be used by the Government of the United States of America for any of its expenditures in Mali.

5. Any dispute regarding the interpretation or application of the provisions of this Agreement or any claim against the Government of Mali to which the Government of the United States of America may succeed as transferee or which may arise from the events causing payment under an investment guaranty shall, upon the request of either Government, be the subject of negotiations between the two Governments and shall be settled, insofar as possible, in such negotiations. If, within a period of three months after a request for negotiation, the two Governments are unable to settle any such dispute or claim by agreement, the dispute or claim shall be referred, upon the initiative of either Government, to a sole arbitrator, selected by mutual agreement, for final and binding determination in light of the applicable principles of international law. If the two Governments are unable to select an arbitrator within a period of three months after indication by either Government of its desire to arbitrate, the President of the International Court of Justice shall, at the request of either Government, designate the arbitrator.

Upon receipt of a note from Your Excellency indicating that the foregoing provisions are acceptable to the Government of Mali, the Government of the United States of America will consider that this note and your reply thereto constitute an Agreement between our two Governments on this subject, the Agreement to enter into force on the date of your note in reply.

Accept, Excellency, the renewed assurances of my highest consideration.

BAYARD KING  
*Chargé d'Affaires ad interim*  
*of the United States of America*

His Excellency  
 BARÉMA BOCOUM,  
*Minister of Foreign Affairs*  
*of the Republic of Mali.*

ACCORD  
RELATIF AUX GARANTIES D'INVESTISSEMENT

EXCELLENCE:

J'ai l'honneur de me référer aux conversations qui ont eu lieu récemment entre les représentants de nos deux gouvernements au sujet des investissements au Mali qui accélèrent le développement des ressources économiques et de la capacité de production du Mali, et au sujet de l'émission de garanties de ces investissements par le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique. J'ai également l'honneur de confirmer les arrangements suivants qui sont le résultat de ces conversations:

1. Le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique et le Gouvernement du Mali se consulteront, à la requête de l'un ou de l'autre d'entre eux, au sujet d'investissements au Mali à l'égard desquels des garanties pourraient être données par le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique.

2. Le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique ne garantira aucun investissement au Mali à moins que le Gouvernement du Mali n'approuve l'activité sur laquelle porte cet investissement et ne reconnaisse au Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique le droit de garantir un tel investissement.

3. Si une personne ayant effectué un investissement transfère au Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique, en vertu d'une garantie de cet investissement, (a) des montants en devises légales, y compris les crédits en devises légales au Mali, (b) toutes réclamations ou droits existant ou pouvant survenir du fait de ses activités au Mali ou du fait de circonstances l'habilitant à recevoir un paiement au titre de la garantie d'investissement, ou (c) le tout ou une partie de l'intérêt de la personne ayant effectué un investissement dans une propriété (immobilière ou mobilière, tangible ou intangible) située au Mali, le Gouvernement du Mali reconnaîtra ce transfert comme une opération valable et réelle.

4. Les devises légales du Mali, y compris les crédits en devises légales, acquis par le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique en vertu d'un transfert de devises ou d'une vente de propriété transférée au titre d'une garantie d'investissement, recevront de la part du Gouvernement du Mali, en ce qui concerne leur échange, leur rapatriement ou leur utilisation, un traitement qui ne sera pas moins favorable que celui accordé à des fonds appartenant à des ressortissants des Etats-Unis d'Amérique qui proviennent d'activités semblables à celle de la personne ayant effectué des investissements, et ces devises pourront en tout cas être utilisées par le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique pour toutes dépenses au Mali.

5. Tout litige concernant l'interprétation ou l'application des dispositions du présent Accord, ou toute réclamation contre le Gou-

vernement du Mali à laquelle le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique peut succéder en sa qualité de bénéficiaire d'un transfert, ou en conséquence d'un paiement au titre d'une garantie d'investissement, seront l'objet de négociations entre les deux Gouvernements, à la demande de l'un ou de l'autre d'entre eux, et seront réglés dans toute la mesure du possible par ces négociations. Si, après un délai de trois mois après une demande de négociation, les deux Gouvernements ne parviennent pas à régler un tel litige ou une telle réclamation par un accord, le litige ou la réclamation seront renvoyés, sur l'initiative de l'un ou de l'autre des Gouvernements, à un arbitre unique, choisi d'un commun accord, pour une décision définitive et obligatoire en fonction des principes de droit international applicables. Si les deux Gouvernements ne parviennent pas à choisir un arbitre dans un délai de trois mois après que l'un ou l'autre des Gouvernements ait manifesté son désir d'avoir recours à l'arbitrage, le Président de la Cour Internationale de Justice nommera l'arbitre à la requête de l'un ou de l'autre Gouvernement.

Dès réception d'une note de Votre Excellence indiquant que les dispositions ci-dessus sont acceptables au Gouvernement du Mali, le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique considérera que cette Note et votre réponse à celle-ci constitueront un Accord entre nos deux Gouvernements à ce sujet, l'Accord entrant en vigueur à la date de votre réponse.

Je vous prie de croire, Excellence, à l'assurance de ma très haute considération.

BAYARD KING  
*Chargé d'Affaires a.i.*  
*des Etats-Unis d'Amérique.*

Son Excellence  
 BARÉMA BOCOUM,  
*Ministre des Affaires Etrangères*  
*de la République du Mali.*

*The Malian Ministry of Foreign Affairs to the American Embassy*

RÉPUBLIQUE DU MALI

MK/ND  
 Ministère des Affaires Etrangères  
 - Division Economique -

N° 1112/AE.DE

Le Ministère des Affaires étrangères de la République du Mali présente ses compliments à l'Ambassade des Etats-Unis d'Amérique et a l'honneur d'accuser réception de la note n° 95 en date du 4 juin 1964 relative à l'Accord sur les garanties d'investissements.

TIAS 5636

Le Ministère des Affaires étrangères de la République du Mali accepte les arrangements déterminés dans la note précitée et qui sont les résultats des conversations qui ont eu lieu récemment entre les représentants du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique et du Gouvernement de la République du Mali.

En espérant que ces arrangements encourageront les investissements privés américains pour des projets estimés avantageux pour l'économie du Mali, le Ministère des Affaires étrangères de la République du Mali saisit cette occasion pour renouveler à l'Ambassade des Etats-Unis d'Amérique les assurances de sa haute considération.

KOULOUBA, le -9 juin 1964

[SEAL]

AMBASSADE  
DES ETATS-UNIS D'AMERIQUE  
*Bamako*

*Translation*

REPUBLIC OF MALI

MK/ND  
Ministry of Foreign Affairs  
Economic Division

No. 1112/AE.DE

The Ministry of Foreign Affairs of the Republic of Mali presents its compliments to the Embassy of the United States of America and has the honor to acknowledge receipt of note No. 95 of June 4, 1964 concerning the Investment Guaranty Agreement.

The Ministry of Foreign Affairs of the Republic of Mali agrees to the understandings set forth in the above-mentioned note, which are the result of the recent conversations between representatives of the Government of the United States of America and the Government of the Republic of Mali.

In the hope that these understandings will promote private American investments for projects considered beneficial to the economy of Mali, the Ministry of Foreign Affairs of the Republic of Mali avails itself of this occasion to renew to the Embassy of the United States of America the assurances of its high consideration.

[Initialed]

KOULOUBA, June 9, 1964

[SEAL]

EMBASSY OF THE  
UNITED STATES OF AMERICA,  
*Bamako.*

TIAS 5636